



BAD

Note analytique trimestrielle
Numéro 1, 2012

ORNA ORNB ESTA

Note analytique trimestrielle pour l'Afrique du Nord

SOMMAIRE

- I Introduction 1
- II Contexte socio-économique et motivations 3
- III Opportunités et domaines de coopération 5
- IV Recommandations de mesures et moyens d'interventions 11
- V Conclusions 13

Jacob Kolster
Directeur ORNA
j.kolster@afdb.org
+216 7110 2065

Charles Lufumpa
Directeur ESTA
c.lufumpa@afdb.org
+216 7110 2175

Nono Matondo-Fundani
Directeur ORNB
f.matondo@afdb.org
+216 7110 2054

Nouvelle Libye, nouveau voisinage : Quelles opportunités pour la Tunisie ?

Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa¹

I Introduction

Le conflit qui a duré près de dix mois en Libye et qui a conduit à la chute de Kadhafi, a frappé l'économie tunisienne de plein fouet, surtout au cours du premier semestre de l'année 2011. Les estimations de la Banque Africaine de Développement - BAD (Santi, Ben Romdhane et Ben Aïssa, 2011) montrent qu'au cours de la même période, la crise libyenne avait des conséquences négatives, malgré quelques externalités positives, sur l'activité économique en

Tunisie encore déstabilisée par les impacts socio-économiques de la révolution du 14 Janvier.

Les conséquences négatives de la crise libyenne reflètent principalement les étroites relations entre les deux pays (la Libye est le deuxième partenaire économique de la Tunisie après l'Union Européenne) et ont été estimés à une baisse de 0.4 point de pourcentage de la croissance du PIB tunisien. Les deux principaux canaux de transmission de la crise libyenne étaient ; la

¹ La présente note a été préparée par Emanuele Santi, économiste pays principal, département Afrique du Nord 1, Saoussen Ben Romdhane, consultante au département régional Afrique du Nord 1 et Mohamed Safouane Ben Aïssa, consultant au département des Statistiques, sous la supervision de Jacob Kolster, Directeur du département régional Afrique du Nord 1 et Charles Lufumpa, Directeur du département des Statistiques. Les auteurs remercient Thouraya Triki, économiste principal (département de la recherche) pour ses commentaires et suggestions ainsi que les agences gouvernementales et les entreprises du secteur privé ayant contribué dans l'élaboration de cette étude. Les analyses et les conclusions de ce rapport reflètent les opinions de ses auteurs et non celles du Groupe de la Banque africaine de développement, de son conseil d'administration ou des pays membres.

réduction des exportations tunisiennes vers la Libye (à l'exception des industries agroalimentaires) et la chute des envois de fonds résultant du retour de plus de 60,000² travailleurs tunisiens en Libye, combinée avec le coût d'un programme de compensation, évalué entre 70 et 125 MDT, qui a été mis au bénéfice de ces derniers. En plus de la baisse des envois de fonds, le retour des immigrés a fortement contribué à l'augmentation du taux de chômage qui est passé de 13% en mai 2010 à 18,3% en mai 2011 (INS, 2011). L'arrêt des investissements libyens suite au gel de leurs avoirs et la réduction des recettes touristiques ont également provoqué la décélération de l'activité économique en Tunisie. A ces effets négatifs, s'ajoute le coût de la mise en place par le Gouvernement Tunisien du programme d'urgence afin d'accueillir les réfugiés fuyants les combats en Libye.

Toutefois, la crise libyenne n'a pas eu que des effets néfastes sur l'économie Tunisienne. En effet, entre 700,000 et 900,000 ressortissants libyens ont trouvé refuge en Tunisie. Ceci a contribué à relancer la demande et à créer une dynamique de commerce sur les frontières compensant en partie les effets négatifs de la crise. De même, les besoins de denrées alimentaires et des biens de première nécessité en Libye ont stimulé les exportations tunisiennes faisant ainsi des entreprises agroalimentaires les principales bénéficiaires de la crise libyenne. La proximité géographique a facilité le transport de ces produits grâce à des multiples convois terrestres. En ce qui concerne les secteurs du commerce et du tourisme en Tunisie, la présence de ressortissants libyens dans les hôtels a partiellement rattrapé une saison touristique qui a enregistré une baisse de l'ordre de 45% suite à la révolution de Janvier.

La fin des conflits a ouvert des perspectives de construction d'une nouvelle Libye offrant ainsi de grandes opportunités d'emploi aux travailleurs tunisiens, et d'éventuelles coopérations bi- ou trilatérales dans plusieurs domaines. Les représentants du Gouvernement de Transition libyen ont insisté à plusieurs reprises sur le fait que le rôle de la Tunisie va être central dans la reconstruction de la Libye (TAP, 2011). Conscient de l'importance de ces enjeux stratégiques et des opportunités qui se profilent, le premier Gouvernement tunisien de transition avait mis en place un groupe de travail de haut niveau dont le chef de file est le Ministre de l'emploi. Ce

groupe avait pour mission d'étudier et de mener des réflexions sur les besoins que va exacerber la Libye dans son processus de reconstruction, en particulier, en termes de ressources humaines. La visite du premier Ministre tunisien à Tripoli le 10 Octobre a consolidé les relations de coopération. Les deux dirigeants, tunisien et libyen, ont convenu d'œuvrer, dans le future proche, pour faire bénéficier les citoyens des deux pays voisins des droits de libre circulation, de résidence, de travail et d'accès à la propriété privée, sur la base de l'égalité (TAP, 2011). Enfin la visite en Libye, effectuée les 02 et 03 janvier 2012, par le Président tunisien accompagné par une forte délégation, vient renforcer les liens et les horizons de coopération.

Le secteur privé n'a également pas épargné d'efforts dans ce domaine. Les entrepreneurs tunisiens en Libye qui avaient fermé leurs usines suite à l'éclatement des émeutes s'apprêtent à reprendre leurs activités. D'autres, commencent leur prospection et prévoient de se rendre à Tripoli pour trouver des partenaires et des opportunités potentielles. Afin d'accompagner ces efforts, le Centre de Promotion des Exportations Tunisiennes (CEPEX) a ouvert un deuxième bureau à Benghazi en Avril 2011 et l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) qui représente le principal patronat tunisien projette d'ouvrir un bureau représentatif à Tripoli qui, en collaboration avec la chambre économique tuniso-libyenne, aura pour mission d'aider les investisseurs tunisiens à se positionner sur le marché libyen et à explorer les opportunités d'investissement dans les deux pays pour en tirer meilleur profit.

Cette note a pour objectif principal d'identifier les opportunités ainsi que le rôle que peut jouer la Tunisie dans la reconstruction de la nouvelle Libye malgré les défis d'un environnement encore instable et d'une situation d'insécurité. Les relations socio-économiques qui lient les deux pays et qui vont favoriser des perspectives de coopération bilatérale encore plus étendues sont discutées dans la deuxième section. L'analyse sectorielle et l'identification des niches ou domaines d'intérêts pour une coopération mutuelle sont menées dans la troisième partie. Enfin, des recommandations de procédures, d'outils et des méthodes à adopter en vue de mettre en place un processus de coopération et de partenariat entre les deux pays sont proposés dans la conclusion.

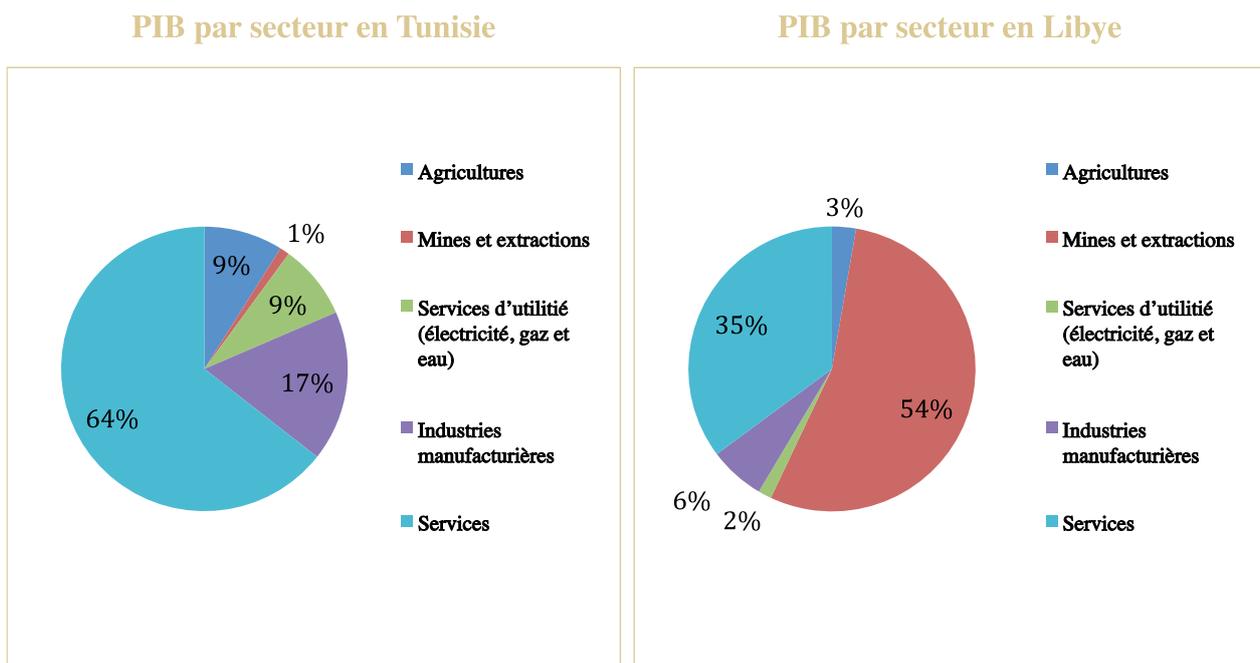
² Selon les données de l'office tunisien de l'emploi (OTE) et l'organisation internationale des migrations (OIM).

II Contexte socio-économique et motivations

La Libye et la Tunisie sont deux pays voisins séparés par une frontière de 459 kilomètres de longueur. Les pays ont toujours entretenu des liens d'amitié qui ont été favorisés par leur partage d'une religion et d'une langue commune. Cette proximité géographique et culturelle ainsi que les liens qui se sont consolidés grâce au soutien et l'hospitalité du peuple tunisien, qui a accueilli plus de 70,000 familles libyennes pendant la crise alors que d'autres pays de la région avaient fermé leurs frontières, donnent à la Tunisie un avantage

comparatif pour être le partenaire privilégié de la Libye. D'autres facteurs jouent également en faveur de la Tunisie, incluant (i) le support qui a été fourni par le Gouvernement tunisien de transition, en particulier dans les domaines de la santé et de l'approvisionnement au moment de la crise, et la mise en place d'un plan d'urgence sur la frontière tuniso-libyenne, et (ii) la familiarité des tunisiens avec l'économie libyenne et l'existence déjà de relations économiques. Il faudra également souligner, que l'atout de la langue française dont disposent les tunisiens peut jouer un rôle dans les partenariats triangulaires entre la Libye, la Tunisie et les pays francophones.

Graphique 1 PIB par secteur en Tunisie et en Libye



Source : Perspectives économiques pour l'Afrique. 2011. Notes pays pour la Tunisie et la Libye.

Sur le plan économique, la Tunisie et la Libye forment "un espace complémentaire", qui favorise la multiplication des opportunités d'investissement, d'échange et de partenariat dans les différents secteurs. La complémentarité des ressources entre la Tunisie et la Libye, à savoir l'abondance et la diversification de la main d'œuvre tunisienne, leur

compétence et l'expertise dans certains domaines d'un côté et la disponibilité des ressources naturelles en Libye de l'autre côté, en particulier les carburants, fait accroître les avantages d'une coopération plus importante entre les deux pays. La reconstruction pourrait offrir de nouvelles opportunités pour les demandeurs d'emploi aussi bien libyens que tunisiens.



III Opportunités et domaines de coopération

3.1 Commerce

Les échanges commerciaux entre la Tunisie et la Libye ont été intenses au cours de la dernière décennie. En effet, près de 1200 entreprises résidentes en Tunisie produisent exclusivement ou partiellement pour le marché libyen le considérant comme une extension naturelle au marché tunisien. Les exportations tunisiennes vers la Libye ont atteint 756 Million de dinars (MDT) à la fin du troisième trimestre de l'année 2011 dépassant ainsi celles enregistrées au cours de la même période de l'année 2010 provoquant un taux de croissance de 1.18% (8.86 MDT) et faisant de la Libye, la première destination des produits tunisiens avec une part d'environ 40% des exportations totales³.

En plus de l'accroissement des exportations, le conflit en Libye a également métamorphosé les proportions des produits tunisiens exportés au pays voisin. Ces derniers étaient assez diversifiés et essentiellement composés des produits agroalimentaires (25%), de fer et d'acier (9%), de ciment (8%) et d'appareils électriques (6%)⁴. Suite à la crise, tous les secteurs ont connu un repli significatif à l'exception des produits agricoles et agroalimentaires et du secteur du cuir et chaussures (Tableau 1).

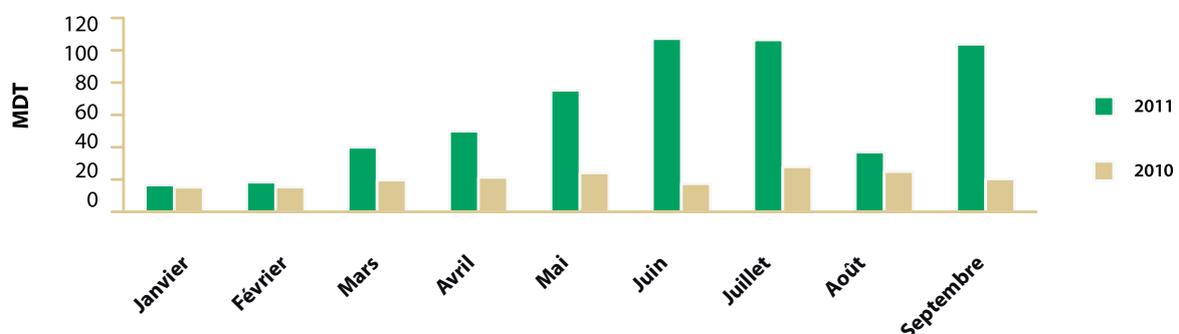
Tableau 1 Exportations tunisiennes vers la Libye, en Million de dinars tunisiens (MDT), ventilées par secteur (9 mois 2010-2011)

Secteurs	2010	2011
Agriculture & industries agro-alimentaires	186.34	554.47
Cuir & chaussures	53.06	95.33
Energie & lubrifiants	16.59	4.13
IME*	187.13	67.78
Industries diverses **	346.62	125.19
Textile & habillement	10.10	3.65
Total des exportations vers la Libye	747.33	756.19

Source : compilation du CEPEX/ source: d.o.m.i
* IME = industries mécaniques et électroniques
** y compris les produits miniers et phosphates

Les exportations des produits agroalimentaires ont progressé fortement au cours de l'année 2011 passant de 74.94 MDT au premier trimestre à 554.47 MDT à la fin du troisième trimestre. Par conséquent, ils représentent, à la fin du troisième trimestre, la part la plus importante avec un taux de 73% des exportations totales contre seulement 25% à la même période de l'année 2010. La croissance des exportations est imputée à un effet quantité dû à la hausse de la demande de tels produits au cours de la période du conflit en la Libye, mais aussi à un effet prix, en particulier

Graphique 2 Exportations des produits agricoles et agroalimentaires vers la Libye en MDT (9 mois de 2010-2011)



Source : Compilation du CEPEX/ source: d.o.m.i

³ Les exportations totales tunisiennes ont atteint 1877.7MDT au mois de septembre de 2011.

⁴ Institut National des Statistiques, 2011.

suite à la flambée des prix internationaux des denrées alimentaires.⁵

Aussi, les exportations du secteur du cuir et chaussure ont presque doublé par rapport à l'année dernière. L'accroissement des exportations tunisiennes des secteurs des produits agroalimentaires et du cuir et chaussure à destination du marché libyen a compensé la baisse de celles des produits industriels et miniers et du phosphate qui ont connu une régression spectaculaire aussi bien vers le marché libyen que vers les autres marchés.⁶ Ce recul est expliqué par le ralentissement de l'activité de production et d'exploitation à cause des problèmes sociaux auxquels fait face tout le pays, en particulier la région du bassin minier.

La croissance rapide des exportations tunisiennes vers le marché libyen doit être interprétée avec précaution et toute analyse doit tenir compte du contexte conjoncturel prévalant dans les deux pays. En effet, au cours de la période d'analyse, la Libye était sous embargo aérien et la proximité géographique entre Tunis et Tripoli ainsi que les mesures de facilitation et de sécurité, accompagnant les exportations tunisiennes,⁷ ont fait que des convois chargés de produits agroalimentaires et de produits de consommation domestiques partaient le matin tôt de Tunis pour arriver le soir même à la capitale libyenne. Des réseaux de commerce informels et d'exportation clandestine des produits agroalimentaires, subventionnés par la caisse de compensation tunisienne se sont également développés. Ceci a fait une pression à la hausse des prix de ces produits et a provoqué leur pénurie sur le marché local. Afin de remédier à ce problème, le Gouvernement a augmenté ses importations des produits agricoles et agroalimentaires à un taux voisinant les 31% pour pouvoir répondre aux besoins des marchés tunisien et libyen. Bien que la croissance des exportations des produits alimentaires discutée ci-dessus soit une conséquence d'un fait circonstanciel, les producteurs tunisiens doivent bénéficier de la familiarisation des consommateurs libyens avec leurs produits.

Avant l'éclatement de la crise, le secteur des matériaux de construction a été considéré comme un secteur potentiellement porteur pour les exportateurs tunisiens. En effet, ces produits ont toujours occupé le deuxième rang derrière les produits agricoles et agro-alimentaires en ce qui concerne les exportations vers la Libye. Ils représentaient 20% du total des exportations en 2009 si on y inclut l'acier et le fer. La Libye manquait déjà de logements avant l'éclatement de la révolution et la guerre a détruit une grande partie des infrastructures de base ainsi que des bâtiments dans plusieurs villes. Le besoin de la reconstruction devient alors imminent et la hausse des exportations des produits de construction et bâtiment (ciment et autres produits)⁸ est anticipée ce qui va exacerber les besoins en infrastructures du pays.

D'autres opportunités existent aussi dans le domaine du textile. La Tunisie possède un avantage comparatif dans ce créneau porteur puisqu'elle est un fournisseur majeur de l'Union européenne en textile-habillement, surtout que les besoins sont croissants et qu'il existe des réticences en Libye en ce qui concerne les entreprises chinoises bien présentes auparavant et considérées comme alliées du Gouvernement déchu. Certains chefs d'entreprises du secteur textile tunisien pensent qu'il existe en Libye des débouchés deux fois plus rentables que la sous-traitance effectuée par le marché européen⁹.

3.2 Emploi

Le marché de l'emploi libyen est susceptible d'absorber entre 200,000 et 500,000 travailleurs tunisiens d'ici deux ans¹⁰ ce qui dépasserait de loin les 95,000 travailleurs Tunisien officiellement résident en Libye en 2010. Aussi, la main d'œuvre tunisienne peut potentiellement remplacer les ressortissants d'autres pays qui étaient massivement présents avant l'éclatement de la guerre et dont les possibilités de retour en Libye sont devenues difficiles avec la

⁵ L'indice des prix alimentaires de la FAO a atteint son niveau le plus haut depuis sa création en 1990. Il a dépassé en janvier 2011 (231 points) le niveau le plus élevé atteint au plus fort de la dernière crise alimentaire en juin 2008 (213,5 points).

⁶ Selon les données de l'INS, les exportations du phosphate et dérivés ont connu une régression de 34.8% au cours des trois premiers trimestres de l'année 2011.

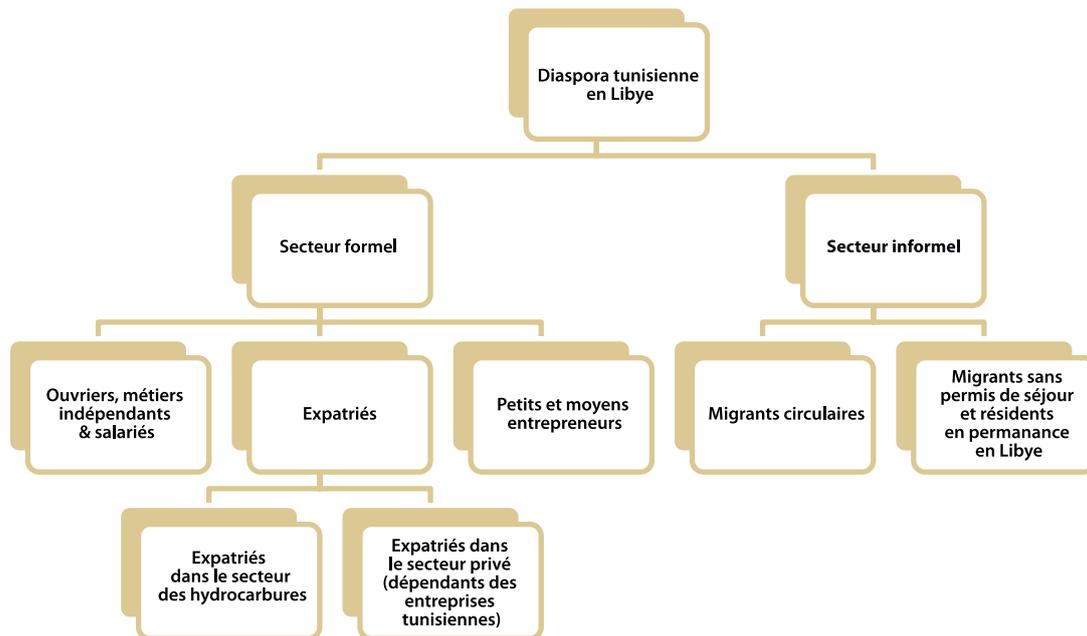
⁷ Le centre tunisien de promotion des exportations « CEPEX » ainsi que la garde nationale ont veillé sur la sécurité des convois qui traversaient les frontières tuniso-libyenne, scène des combats entre les insurgés et les alliés de Kadhafi.

⁸ Le besoin en ciment en Libye peut atteindre les 800 milles tonnes par mois.

⁹ Jeune Afrique, 2011. « Libye-Tunisie : la reconstruction, une affaire de voisins ». Septembre, 22.

¹⁰ Selon l'interview avec le Ministre de l'emploi, Mr Said El Aydi.

Graphique 3 Migration tunisienne en Libye



Source : Compilation des auteurs.

mise en place d'un système de Visas¹¹. De même, les travailleurs tunisiens en Libye pourraient connaître un accroissement significatif dans leur effectif, surtout en main d'œuvre spécialisée et qualifiée. En effet, les travailleurs non qualifiés représentaient la majorité de la main d'œuvre immigrée en Libye. Finalement, la libre circulation de la main d'œuvre limiterait l'immigration clandestine et le travail non déclaré des tunisiens en Libye.

La migration tunisienne en Libye est marquée par la forte présence du secteur informel. Etant frontaliers, les deux pays favorisent la migration circulaire. Ce sont généralement les habitants du sud tunisiens qui se livrent à des activités commerciales en itération. Dans la même catégorie informelle, il est à noter qu'un nombre non négligeable de migrants clandestins travaillent d'une manière durable ou occasionnelle en Libye. Faute de permis de travail et de séjour, ils sont obligés de regagner la Tunisie avant un délai de trois mois de séjour en continu sur le sol libyen. Par ailleurs, la catégorie marquante du secteur formel est celle des expatriés qui

œuvrent dans les activités pétrolières. Bien que leur effectif ne dépasse pas le 1% du total migrants en Libye, leur transfert de fonds s'élève à hauteur de 35% du transfert total de fonds et s'effectue directement depuis la Libye ou indirectement à partir de banques européennes. D'autres secteurs d'activités récemment concernés par la catégorie des expatriés comme le secteur bancaire (plusieurs cadres de l'UBCI ont été expatriés dans la filiale de BNP-Parisbas et d'autres ont intégré le Libyan Foreign Bank), le secteur de l'agroalimentaire (avec le groupe Poulina) et enfin le secteur des Bâtiments et travaux publics (BTP) est considéré comme le seul regroupant à la fois une présence de main d'œuvre qualifiée (ingénieurs, architectes et techniciens supérieurs) et de la main d'œuvre non qualifiée. La présence des petits et moyens entrepreneurs tunisiens restent timide en Libye. Ceci s'explique par la rigidité de la législation qui exige une présence libyenne à hauteur au moins de 35%. En l'absence de compétences locales permettant un joint-venture efficace, la taille de ces entreprises ne les favorisent pas de supporter la présence de partenaires inactifs.

¹¹ Les tunisiens et les turcs sont dorénavant exonérés du visa d'entrée en Libye qui est maintenant appliqué aux ressortissants algériens, marocains, égyptiens, syriens, soudanais, tchadiens et nigériens (Africain Manager, 2011).

3.3 Services

Bâtiment et Travaux Publics (BTP)

Urbanisation et services d'utilités

Ce secteur a un très fort potentiel pour la Tunisie qui doit profiter de son expérience passée en Libye dans le domaine des BTP et services d'utilités. Plusieurs projets ont été réalisés et/ou supervisés par des bureaux d'études, de génie civil et d'architectes tunisiens. Avant le déclenchement du conflit, la Libye a été déjà un pays en voie de chantier et le besoin de construction est devenu encore plus important après la guerre. Sur le plan public, la Tunisie pourrait offrir ses compétences et son expérience dans la réparation et modernisation des installations d'approvisionnement des services utilitaires comme l'électricité, l'eau, etc. En ce qui concerne le secteur privé, des entreprises tunisiennes ont déjà œuvré sur le marché libyen en partenariat avec des entreprises locales ou ayant obtenu des contrats de sous-traitance avec des partenaires étrangers (le meilleur exemple est donné par la sous-traitance avec les brésiliens dans le cadre des travaux de l'aéroport de Tripoli). Les entreprises tunisiennes de travaux publics, en exercice en Libye,¹² confirment que leurs contrats sont maintenus et comptent développer davantage leurs activités dans le pays voisin. Il en est de même pour les bureaux d'études (SCET Tunisie, STUDY et ETRAPH) qui travaillent principalement sur le marché libyen.

Services de santé

Depuis 2003, plus de 70% de libyens visitaient la Tunisie afin de solliciter des services de santé. Au moment du conflit en Libye, les cliniques tunisiennes, qui ont l'habitude de recevoir les patients libyens, ont accueilli un nombre important de blessés des combats. Le gouvernement libyen a pris en charge les dépenses d'hospitalisation de ces blessés et a examiné avec des représentants de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) les moyens permettant de renforcer les structures hospitalières dans le sud tunisien, la région la plus proche de la zone frontalière. Plusieurs délégations

composées de médecins et de cadres paramédicaux se sont mobilisées en vue de fournir des services d'urgence de l'autre côté de la frontière au moment de la révolution. Une modernisation et réforme du secteur de la santé est aussi prévue en Libye. Des opportunités importantes s'offrent dans ce domaine aussi bien pour le personnel que pour les cliniques qui seraient intéressées de s'installer sur le territoire libyen et d'être plus proche de leurs patients afin de leur fournir les prestations médicales.

La technologie d'information et de la communication (TIC)

Le secteur de l'information et communication (TIC) est bien développé en Tunisie qui occupe le premier rang en Afrique dans ce domaine¹³. Plusieurs multinationales opérant dans le secteur des TIC sont implantées en Tunisie et exercent des activités d'off-shoring pour les pays européens. Egalement, de nombreux projets ont été réalisés en Afrique par des entreprises tunisiennes. Le meilleur exemple est celui de la société d'informatique BFI qui a informatisé toutes les filiales BNP Paribas et effectué la compensation de la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest¹⁴.

Ce secteur pourrait être porteur d'un avantage double sur l'investissement et l'emploi. La Tunisie pourrait mobiliser des compétences et expertises tunisiennes dans la fourniture de l'assistance technique en vue de participer à la restauration des installations détruites par la guerre en Libye et contribuer à la mise en place de nouveaux réseaux plus modernisés et compétitifs. Des compagnies opérant dans le secteur des télécommunications déjà présentes en Tunisie comme « Orange Télécom » sont en train d'explorer les possibilités afin de s'installer en Libye¹⁵. De telles prestations pourraient faire appel aux compétences tunisiennes ayant déjà une expérience dans le secteur des TIC.

Education

Le système d'enseignement supérieur Libyen est peu développé. Il est axé essentiellement sur l'enseignement

¹² Par exemple, la Société Bouzguenda Frères qui travaille notamment sur l'aéroport de Tripoli.

¹³ Rapport du forum économique mondial 2008-2009.

¹⁴ Source : Bureau d'étude en télécommunication 2CW.

¹⁵ D'après Maghreb Confidential (10 Novembre 2011), des négociations sont en cours entre France-Telecom-Orange et le CNT sur une éventuelle reprise par FT-Orange de Green Network, le réseau panafricain implanté par Mouammar Kadhafi dans certains pays africain (Tchad, Sierra Leone, Zambie, Soudan du sud, ...) dans lesquels le réseau français est absent.

supérieur de base (premier cycle de deux à quatre ans). Il est aussi peu diversifié (plusieurs spécialités non couvertes). Par conséquent, les libyens disposent d'une forte mobilité à travers le monde. Selon les chiffres du ministère de l'enseignement supérieur libyen, plus de 4,000 étudiants partent en Grande Bretagne, plus de 3,000 étudiants en Egypte. Les Etats-Unis justifient plus de 1,800 étudiants et 1,000 étudiants choisissent la Malaisie. La Tunisie n'est pas une destination favorite des étudiants libyens et par ailleurs, seulement 150 étudiants fréquentent les établissements étatiques tunisiens (dans le cadre de coopération bilatérale) et les établissements universitaires privés. Ce faible attrait est justifié essentiellement par la langue véhiculaire d'enseignement qui est majoritairement en français. La destination tunisienne pour les étudiants libyens en mobilité ne peut en aucun cas concurrencer les destinations de la Grande Bretagne et les Etats-Unis en raison de leur excellence du système d'enseignement supérieur. Mais en revanche, il existe une réelle disposition des étudiants libyens à préférer la destination tunisienne par rapport à celle égyptienne surtout après la détérioration des relations bilatérales due à l'imposition égyptienne d'un visa d'entrée pour les réfugiés libyens en pleine crise. Ceci est tributaire d'un effort tunisien à générer des filiales d'enseignement en langue arabe. Aussi, Le potentiel des enseignants susceptibles d'alimenter le système éducatif libyen est énorme permettant aussi d'accompagner la réforme et le renforcement des capacités en Libye.

3.4 Autres opportunités

Coopération institutionnelle

En Libye, les organisations institutionnelles accusent des faiblesses, ce qui pourrait entraver le développement économique et social du pays. L'expérience tunisienne en matière de la mise en place de structures institutionnelles peut être bénéfique pour la Libye en cette période transitoire. Dans ce domaine, la Tunisie a aidé par exemple

le Maroc à mettre en place une agence de protection de droit de propriété.

Investissement

Les besoins en investissement de la Libye s'élèvent d'ici à 2020 à près de 150 milliards d'euros. Le nouveau Gouvernement de transition libyen a déclaré que son objectif est de diversifier l'économie basée sur la rente pétrolière et encourage les investissements directs étrangers¹⁶. Plus de 1000 entreprises tunisiennes étaient déjà présentes en Libye avant l'éclatement de la révolution et leur contrats et investissement représentent environ 3,5 milliards de dinars. Ces entreprises comptent retourner pour redémarrer leurs activités et mettre en place de nouvelles structures productives dans le domaine agroalimentaire et celui des matériaux de construction¹⁷. Afin de faire face aux barrières que rencontrent habituellement les investisseurs tunisiens en Libye, notamment en ce qui concerne le processus de l'octroi des marchés, les lois régissant la création de l'entreprise, le financement et les garanties de transfert bancaire, une association avec des partenaires libyens peut être une alternative en vue de mettre en place des investissements tuniso-libyens.

Energie

Bien que les importations de pétrole soient suspendues, d'autres opportunités existent dans le domaine de l'énergie. En particulier, la poursuite de l'installation du pipeline qui acheminera du gaz naturel à Ras-Jedir constitue une nouvelle opportunité de coopération productive entre les deux pays. En effet, non seulement cette pipeline servira principalement le réseau du sud de la Tunisie en Gaz naturel mais en plus réduira significativement le coût de production industrielle en général et celui de la production des engrais en particulier. De même, l'installation d'une unité de production mixte tuniso-libyenne pour la création des engrais et d'acide phosphorique peut être bénéfique pour les deux pays, surtout que la Tunisie est un producteur de phosphate, la composante principale dans la production des engrais.

¹⁶ Selon Pierre Lelouch, le secrétaire d'État français chargé du Commerce extérieur. Jeune Afrique, Septembre 2011.

¹⁷ Le groupe tunisien Poulina, qui a investi 60 à 70 millions d'euros en Libye au cours des deux dernières années, compte une dizaine d'entreprises en Libye. Le groupe compte en particulier développer ses activités de production de matériaux de construction.



IV Recommandations de mesures et moyens d'interventions

La nouvelle Libye ouvre des perspectives importantes de développement économique et social aussi bien pour le pays que pour ses pays voisins. La Tunisie au lendemain des élections de l'assemblée constituante est encore vulnérable et fragilisée par le ralentissement de l'activité économique et la multiplicité des revendications sociales suite à sa propre révolution. Toutefois, l'incertitude concernant la stabilité politique, ne doit pas faire passer le pays à côté des opportunités qu'offre la reconstruction de la Libye. La présence des ressortissants libyens sur le territoire tunisien a apporté une bouffée d'oxygène à l'économie tunisienne. Cette dernière, dont l'un des principaux problèmes est le taux élevé de chômage, pourrait faire écouler sur le marché libyen une force de travail cinq fois plus importante que celle déjà de retour depuis le début du soulèvement en Libye.

En dépit de ces avantages, de nombreuses barrières au commerce et à l'investissement en Libye qui existaient auparavant sont susceptibles de continuer à prévaloir du moins dans le court terme. Nous citons par exemple les problèmes de résidence et d'octroi de permis de travail pour les tunisiens en Libye, le problème de la création de l'entreprise et la garantie des transferts, l'omniprésence des contrebandes et le développement du marché parallèle. Dans ce qui suit, nous essayons de proposer des solutions basées sur des instruments ciblés dans l'objectif de permettre à la Tunisie de jouer un rôle central dans la reconstruction de la Libye et d'en tirer profit.

Renforcer l'accompagnement du système bancaire et harmoniser les procédures de paiement. Afin de promouvoir le commerce et les investissements bilatéraux entre les deux pays, le rôle du système bancaire sera crucial. En effet, les investisseurs tunisiens n'avaient pas de difficultés à signer des contrats en Libye mais plutôt à les exécuter à cause de l'imposition d'une garantie bancaire qui est équivalente à 25% du total des investissements. Ceci représente à la fois une barrière réglementaire et commerciale à l'investissement surtout que les banques tunisiennes n'ont pas de contreparties en Libye et que le système de paiement n'est pas harmonisé entre les deux pays. Il est alors nécessaire d'unifier le vis-à-vis et les procédures surtout au niveau des crédits. Dans ce domaine, les banques libyennes installées

en Tunisie notamment la Banque Tuniso-libyenne (BTL), North Africa International Bank (NAIB) et Alubaf International Bank (ALUBAF) peuvent jouer un rôle important. Ces banques peuvent mettre des financements importants à la disposition des entreprises tunisiennes en leur offrant des lignes de crédit pour la réalisation et concrétisation des projets prioritaires lancés par le Gouvernement libyen. De même, la fusion des trois banques pour créer une banque privée tuniso-libyenne est nécessaire afin d'accompagner les opérations commerciales et d'investissement entre les deux pays voisins.

Développer une stratégie d'accompagnement de l'immigration. Bien que de nombreux travailleurs tunisiens en Libye étaient de retour au pays suite au conflit et comptent y rester surtout que certains d'entre eux ont bénéficié d'une allocation, dans le cadre du programme d'urgence mis en place par le Gouvernement tunisien, d'autres sont déjà prêts à retourner en Libye accompagnés par de nouveaux demandeurs d'emplois. En effet, il est prévisible que leur nombre dépassera de loin son record de 2010, surtout qu'un programme d'encadrement favorable est mis en place. Les immigrés sont généralement originaires du nord tunisien et leur séjour en Libye dépend de l'octroi du permis de travail, qui représentait un obstacle majeur à la mobilité de la main d'œuvre. Ce problème se posait moins pour ceux originaires du sud tunisien et dont l'activité se trouve sur les régions frontalières. Afin de cadrer ces flux migratoires, il est utile de conduire une analyse de migration en identifiant les besoins du marché de travail libyen, établir des processus et mesures d'accompagnement aux travailleurs tunisiens à partir d'une étude sur l'efficacité des instruments existants et développer de nouveaux instruments sur la base d'une stratégie associant le secteur privé, en suivant des modèles de succès des autres pays (OIM, 2005).

Interconnecter et densifier les réseaux de transport. Les lignes de transport liant les deux pays jouent un rôle important dans l'intensification des flux d'échange et la mobilité entre la Tunisie et la Libye. Dans le cadre de la promotion du transport aérien, les deux pays ont signé en avril 2008, un accord de coopération stipulant l'ouverture de l'espace aérien de manière à lever les restrictions sur les vols dans les deux sens. Malgré l'existence de plusieurs lignes aériennes à savoir « Buraq Air » et « Ifriquiah », du côté libyen et Tunisair et Syphax Airlines¹⁸ du côté tunisien, les compagnies aériennes n'ont pas opté pour un

rapprochement en vue d'une stratégie commune. Il est important que la Tunisie-Libye représente un hub dual, d'une part pour les destinations européennes et d'autre part pour desservir l'Afrique. En ce qui concerne le transport terrestre, il est recommandé de financer le tronçon manquant de l'autoroute maghrébine de Ras-Jedir jusqu'au réseau routier Libyen. Ceci va réduire les temps de livraison des convois tunisiens et par conséquent diminuer les coûts de l'échange. En ce qui concerne le transport maritime, il est recommandé de mettre en place des lignes à partir du port de Radès à l'instar de celle entre Sfax et Tripoli.

Promouvoir la coopération triangulaire. La Tunisie doit se positionner comme une passerelle transitive centrale d'accès au marché libyen pour les investissements directs étrangers. Des opportunités de coopération triangulaires peuvent aussi être bénéfiques pour la Tunisie dans les domaines dont elle n'a pas d'avantages comparatifs. Des structures de telles coopérations doivent être mises en place avec des pays qui connaissent mal le pays et ne maîtrisent pas la langue. Elles peuvent prendre la forme de sous-traitance, de co-traitance ou de conseils. En effet, des entreprises tunisiennes ont été sollicitées par certains groupes français pour investir sur le marché libyen. L'alliance avec la France, partenaire historique de la Tunisie et maintenant acteur de référence dans la nouvelle Libye, pourrait être bénéfique surtout pour les projets des grands travaux d'infrastructure et aura par voie de conséquence un effet positif sur la réduction du chômage. Le Gouvernement tunisien doit se prévaloir des atouts de la proximité géographique et de la maîtrise des deux langues avec les deux parties concernées et identifier les moyens et outils qui permettent une coopération fructueuse. Il est

recommandé que le Gouvernement tunisien assure la promotion du rôle de ces entreprises auprès des décideurs européens et Libyens par la valorisation des compétences et de la connaissance des marchés.

Approfondir l'intégration régionale. L'approche politique de la construction de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) est définitivement avortée. Il semble que l'approche économique de l'intégration régionale intéresse beaucoup plus les pays concernés. Cependant, plusieurs réticences subsistent motivant ainsi un intérêt minime et un impact limité de cette intégration économique. Plusieurs études (UMA-AFDB, 2008) montrent un impact, au contraire, positif et très important. Paradoxalement, l'étude effectuée par l'UMA met en exergue un impact positif plus important dans les pays magrébins pétroliers (dépassant les deux points de croissance du PIB pour le processus le plus avancé de l'intégration) comparativement aux autres pays (entre 1,5 et 2 points de croissance du PIB). Cet impact reste sous-estimé en raison de la non implication de l'effet taille de marché dans cette étude, qui risque, à lui seul, d'amplifier significativement cet impact déjà important.

La Libye et la Tunisie peuvent démarrer d'ores et déjà un processus d'intégration assez avancé. La libéralisation totale des échanges commerciaux constitue une étape préliminaire de ce processus. La mise en place d'une union douanière entre les deux pays comme étape de consolidation de l'instauration d'un marché commun et progressivement une communauté économique tuniso-libyenne peut voir le jour pour incarner cette complémentarité exemplaire entre les deux pays.

¹⁸ La création d'une autre compagnie aérienne privée, Syphax Airlines, a été récemment annoncée par son propriétaire, l'homme d'affaires tunisien Mohamed Frikha.

V Conclusions

La reconstruction d'une nouvelle Libye représente une solution considérable aux maux de l'économie tunisienne grâce à une coopération bilatérale plus intense et plus soutenue, dans laquelle le secteur privé doit participer activement et jouer un rôle de catalyseur aux côtés du secteur public. La proximité géographique, culturelle et linguistique peut constituer un atout majeur dans ce processus. De même, les bonnes relations politiques liant les deux pays en transition aujourd'hui ne feront que jouer en faveur d'une plus grande participation de la Tunisie dans l'activité économique libyenne. Au-delà de cette toile de fond très favorable, les avantages comparatifs des deux pays s'annoncent complémentaires et exemplaires. Néanmoins, le marché libyen ne peut pas résoudre tous les problèmes de l'économie tunisienne et la participation d'autres acteurs doit être tenue en compte.

Il est à noter que l'environnement actuel des deux pays est marqué par plusieurs incertitudes (désarmement, la durée

de transition politique, le délai du retour au niveau de production pétrolière d'avant révolution, la levée effective du gel sur les avoirs libyens, la réussite des futures échéances politiques, etc.). De même la situation sécuritaire en Libye reste un souci, en particulier sur les frontières et dans certaines villes de l'intérieur. Toutefois, si les deux pays ont la volonté ferme de coopérer dans leur intérêt commun, ils sont tenus à développer cette réflexion et saisir ensemble les opportunités dans une feuille de route synthétisant une véritable stratégie de coopération.

Il s'agit d'une stratégie de coopération, qui devrait être concertée avec le Gouvernement libyen et d'autres partenaires. C'est une condition nécessaire au renforcement de la position de la Tunisie et à l'intensification des flux d'échange et d'investissement entre les deux pays. L'identification des besoins et les barrières qui entravent le commerce et l'investissement en Libye est un gage de la réussite d'une telle stratégie.



Références bibliographiques

African Manager, 2011. « Libye : Plus de visa pour les ressortissants tunisiens ». Novembre.

Banque Africaine de développement, 2011. « Perspectives économiques en Afrique ». Juin.

Banque Mondiale, 2006. « Une nouvelle vision pour l'intégration économique du Maghreb ». Novembre.

Business Monitor international, 2011. Libya Economic Analysis. Investment Conference Highlights Challenges Ahead. Novembre.

Business Monitor international, 2011. Industry Trend Analysis - Companies Jostle for Reconstruction Contracts. Septembre.

Campus France, 2011. « La mobilité des étudiants du Maghreb, de l'Égypte et du Levant ». Les notes de Campus France. Hors série N°2. Mai.

Fonds Monétaire International, 2011. Perspectives de l'économie mondiale : Croissance au ralenti, risques en hausses. Septembre.

Forum Economique Mondiale, 2008-2009. Rapport mondial sur la compétitivité.

Institut National des Statistiques (INS), 2011. Enquête nationale sur l'emploi pour le 2^{ème} trimestre. Tunis.

Santi Emanuele, Ben Romdhane Saoussen et Ben Aissa Mohamed Safouane, 2011. « Impact du conflit en Libye sur l'économie tunisienne : une évaluation préliminaire », Note analytique trimestrielle pour l'Afrique du Nord. 2^{ème} trimestre. Juillet. Banque Africaine de Développement.

Jeune Afrique, 2011. « Libye-Tunisie : la reconstruction, une affaire de voisins ». Septembre.

Maghreb Confidentiel, 2011. « Que négocie France Télécom avec le CNT ? », N°993. 10 Novembre. Paris.

Ministère de l'enseignement supérieur libyen, 2011. « Statistiques des étudiants libyens à l'étranger ».

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 2011. Réponse à la crise libyenne : rapport de la situation externe. 17 Mai.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 2005. Labor Migration in Asia, Genève.

Union du Maghreb Arabe - Banque Africaine de Développement, 2008. « La Communauté Economique Maghrébine », IDEACONSULT – LOUIS BERGER. Lead Economist for Projections, Mohamed Safouane Ben Aïssa.

Liste des interviews

Interview avec Mr Said el Aydi, Ministre de l'emploi. Tunisie.

Interview avec Mr Abdellatif Hammam, Président Directeur Général du Centre des promotions des exportations. Tunisie.

Interview avec Mr Wajdi Khmakhem, Directeur du département du commerce extérieur. Ministère du commerce. Tunisie.

Interview avec Mr Walid Loukil et Mr Ahmad Bouzguenda, Entrepreneurs tunisiens travaillant sur le marché Libyen.

Interview avec les représentants de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture (UTICA). Tunisie.

